



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

5 mars 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 1^{er} avril 2015.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
- *Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 12 : taux de chômage (Insee)*

◆ **Emploi**

- *Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 14 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 15 : évolution récente de l'emploi salarié*

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 17 : activité partielle*
- *Page 18 : procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En janvier 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) diminue de -0,4 % en Île-de-France (données CVS) et de -0,5 % en France métropolitaine.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits progresse de +0,3 % dans la région ainsi qu'en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,0 % en Île-de-France et à +6,2 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, la demande d'emploi des hommes augmente de +0,2 % et celle des femmes de +0,5 %. Sur le dernier trimestre, l'évolution de la demande d'emploi est également plus favorable pour les hommes (+0,9 %) que pour les femmes (+1,5 %).

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC continue d'augmenter au mois de janvier en Île-de-France (+0,5 %) alors qu'il recule en France métropolitaine (-0,2 %). Le nombre de demandeurs d'emploi seniors poursuit sa hausse, à un rythme cependant moins soutenu.

Les cadres semblent toujours plus épargnés par la hausse de la demande d'emploi. Sur le seul mois de janvier, le nombre de demandeurs d'emploi est également stable chez les ouvriers.

Au troisième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre, après avoir stagné durant trois trimestres.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au 3^{ème} trimestre 2014 en Île-de-France tandis qu'il diminue en France métropolitaine. L'utilisation de l'activité intérimaire dans le BTP continue de chuter, entraînant depuis quelques mois une baisse de l'activité intérimaire dans son ensemble.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de janvier 2015, le nombre d'heures d'activité partielle autorisées reste à un niveau très élevé, bien qu'en baisse par rapport au mois précédent. Le secteur de la construction est toujours le principal bénéficiaire, avec encore près de 60 % des heures autorisées ce mois-ci. Le nombre d'emplois menacés par des procédures de licenciement collectif s'établit également à un niveau élevé en janvier, alors qu'on notait une nette accalmie tout au long du second semestre 2014.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2015

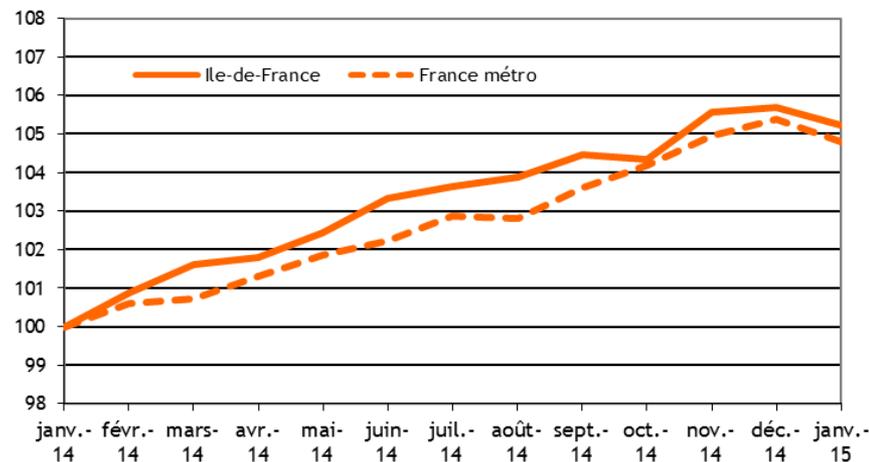
En janvier 2015, la demande d'emploi de catégorie A diminue en Île-de-France de -0,4 % après correction des variations saisonnières. Elle diminue de -0,5 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,3 % dans la région ainsi qu'en France métropolitaine.

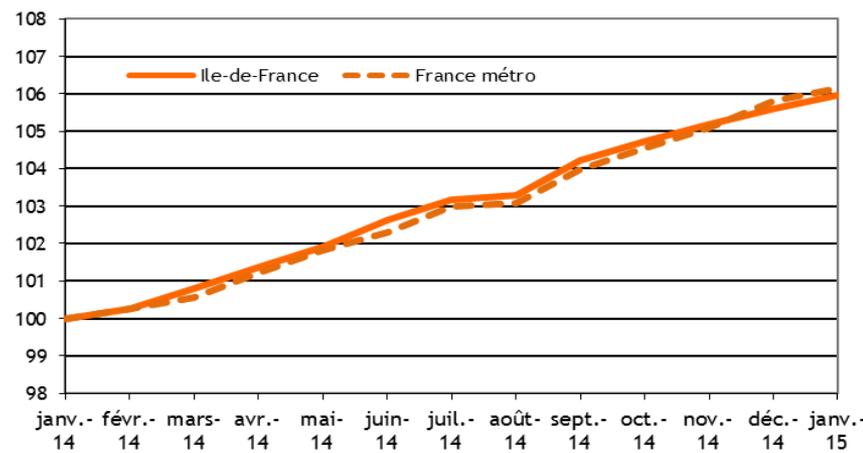
Sur un an, la hausse en catégorie A s'élève à +5,2 % en Île-de-France et +4,8 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +6,0 % en région francilienne et +6,2 % au niveau national.

Ces deux derniers mois, l'Île-de-France et la France métropolitaine évoluent de manière similaire : la demande d'emploi en catégorie A se stabilise, voire recule, tandis que si l'on prend aussi en compte les demandeurs ayant exercé une activité réduite (cat. ABC), la demande d'emploi continue de progresser.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en janvier 2014)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en janvier 2014)



Janvier 2015	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	658 150	3 481 600	-0,4	-0,5	5,2	4,8
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	925 590	5 232 100	0,3	0,3	6,0	6,2

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2015

En janvier 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue dans tous les départements, à l'exception de la Seine-Saint-Denis où il augmente très légèrement (+0,1 %). La plus forte baisse s'observe à Paris (-1,0 %), suivie par celles de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne (-0,6 %)

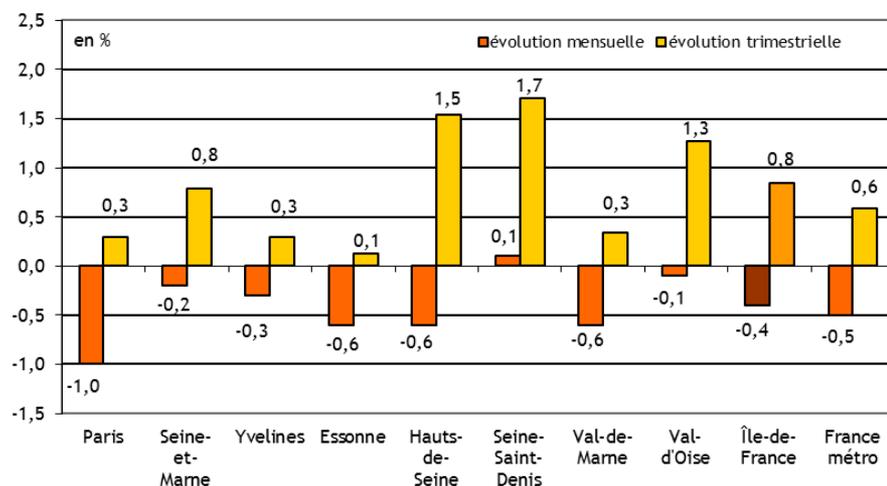
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi progresse dans tous les départements franciliens, sans véritable disparité (de +0,2 % jusqu'à +0,6 %).

Sur trois mois, le nombre de demandeurs en catégorie A augmente de +0,8 % en Île-de-France et de +0,6 % au niveau national. La hausse dépasse 1 % pour les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise.

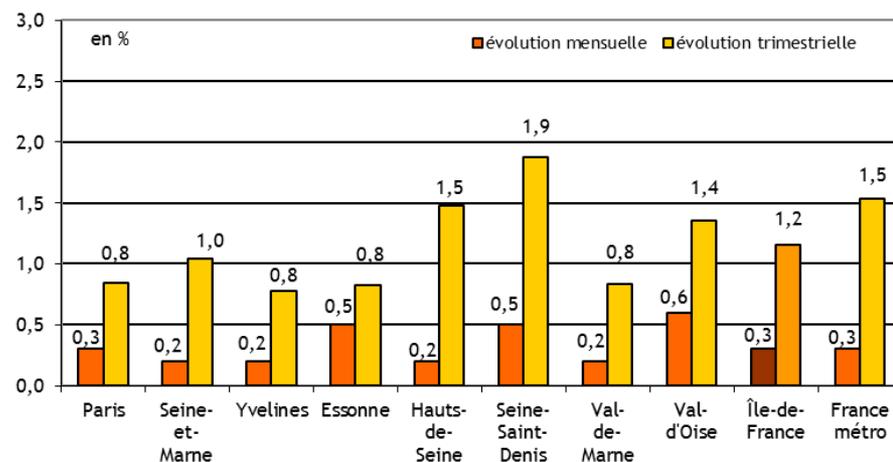
En catégorie ABC, l'augmentation sur les trois derniers mois atteint +1,2 % en région francilienne et +1,5 % en France métropolitaine. Les trois départements les plus affectés par la hausse en catégorie ABC sont les mêmes que pour la catégorie A.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	132 340	-1,0	196 960	0,3
Seine-et-Marne	64 960	-0,2	92 890	0,2
Yvelines	62 090	-0,3	87 200	0,2
Essonne	56 070	-0,6	80 370	0,5
Hauts-de-Seine	79 500	-0,6	110 140	0,2
Seine-Saint-Denis	118 670	0,1	159 370	0,5
Val-de-Marne	73 430	-0,6	100 870	0,2
Val-d'Oise	71 090	-0,1	97 790	0,6
Île-de-France	658 150	-0,4	925 590	0,3
France métropolitaine	3 481 600	-0,5	5 232 100	0,3

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2015

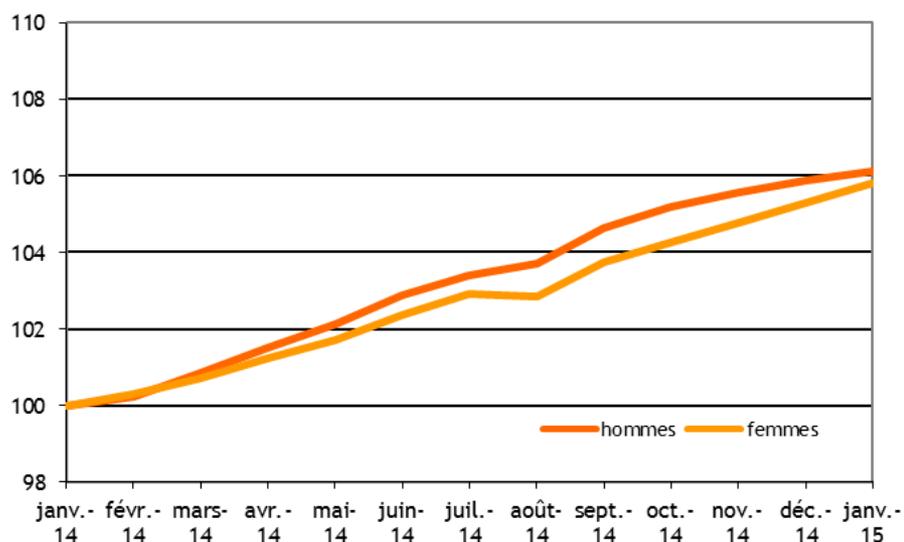
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

La demande d'emploi en Île-de-France augmente en janvier 2015 de +0,2 % pour les hommes et de +0,5 % pour les femmes. En France métropolitaine, la hausse est également de +0,2 % pour les hommes et atteint +0,4 % pour les femmes.

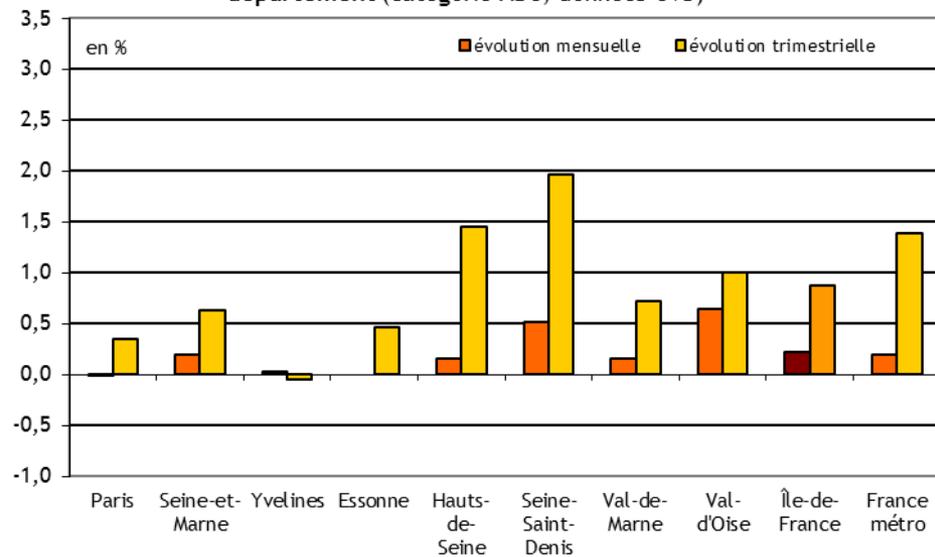
On observe les écarts les plus importants pour l'Essonne, Paris et les Yvelines, où la demande d'emploi pour les hommes reste stable alors qu'elle progresse pour les femmes (resp. +1,1 %, +0,6 % et +0,4 %).

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi en catégorie ABC croît plus rapidement pour les femmes (+1,5 %) que pour les hommes (+0,9 %). En France métropolitaine, l'écart est moins important (+1,4 % pour les hommes et +1,7 % pour les femmes).

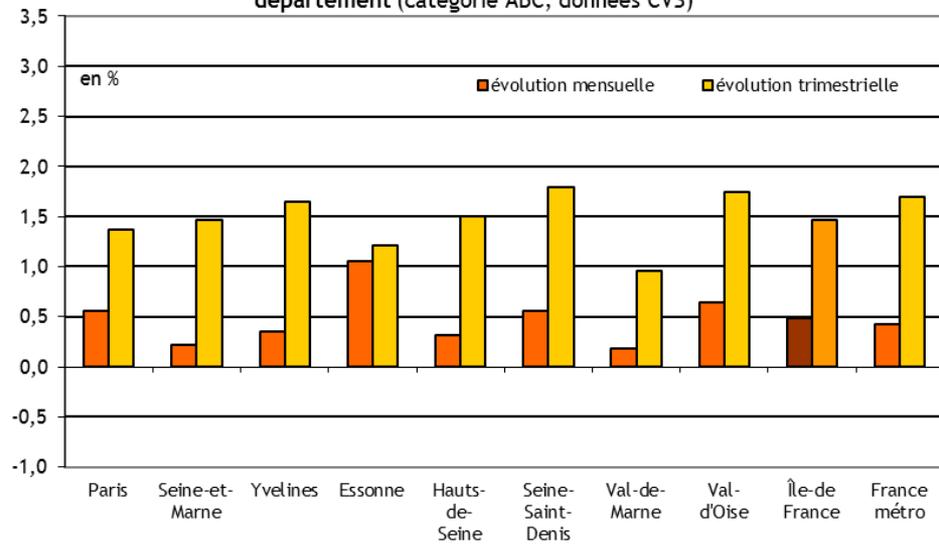
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 janvier 2014)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2015

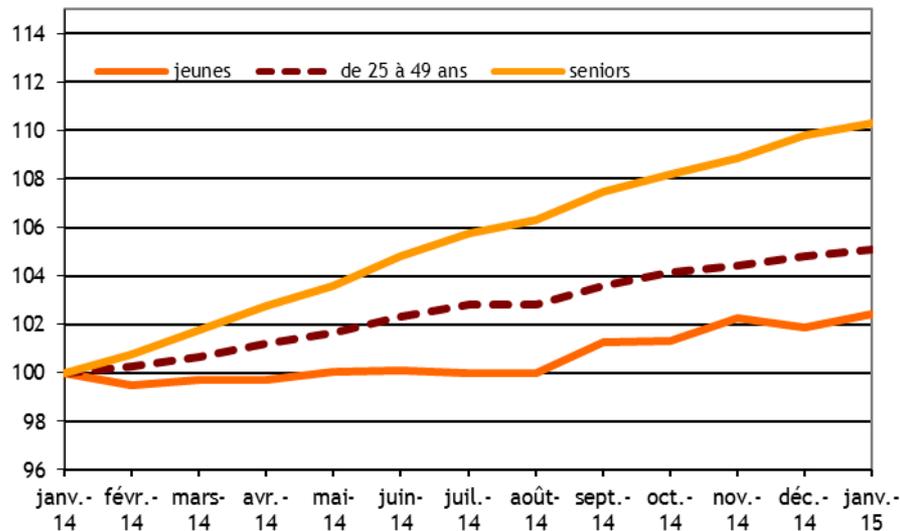
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente en Île-de-France au mois de janvier 2015 (+0,5 %). Sur un trimestre, la hausse atteint +1,1 %. Au niveau national, le nombre de jeunes demandeurs recule de -0,2 % en janvier, mais progresse de +0,8 % sur les trois derniers mois.

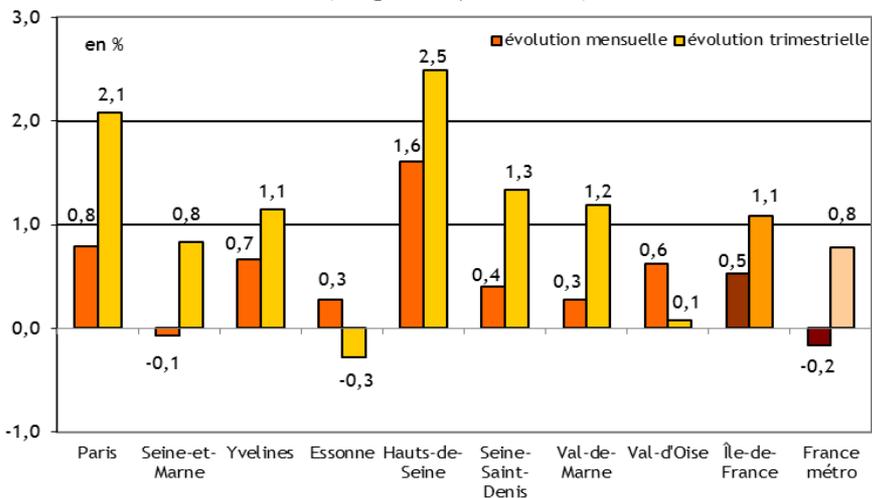
Les Hauts-de-Seine et Paris connaissent les plus fortes hausses du nombre de jeunes demandeurs en janvier, mais également sur le trimestre. A l'inverse, les départements de l'Essonne et du Val-d'Oise sont plus épargnés. Le reste des départements affiche une évolution trimestrielle proche du niveau régional.

La demande d'emploi des seniors augmente de manière un peu moins soutenue que d'ordinaire en Île-de-France (+0,5 %) et au niveau national (+0,6 %).

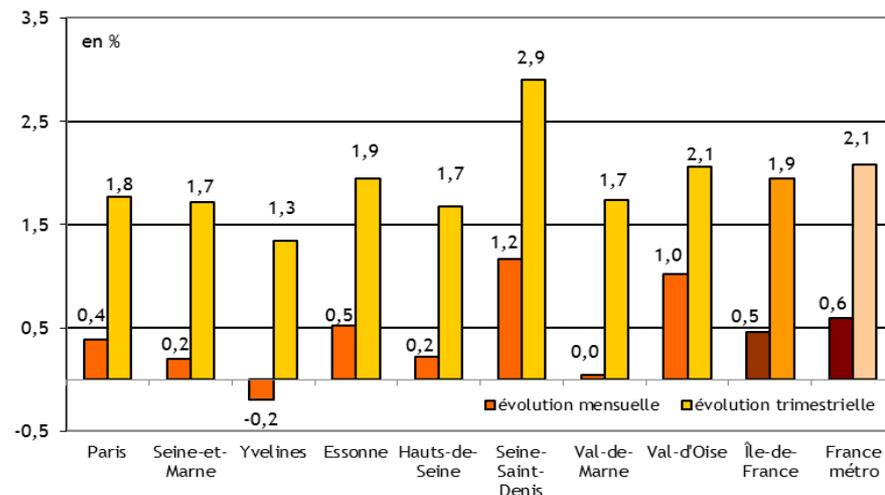
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 janvier 2014)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2015

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle et par métier

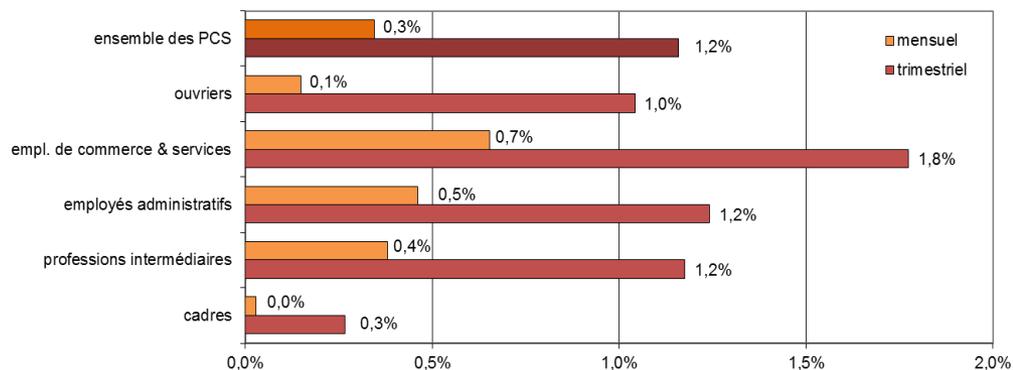
En janvier 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC se stabilise pour les cadres et les ouvriers et augmente pour le reste des catégories professionnelles (de 0,4 % pour les professions intermédiaires à +0,7 % pour les employés de commerce et des services).

Sur trois mois, les cadres sont les seuls relativement épargnés par la hausse (+0,3 %). A l'inverse, les employés de commerce et des services sont les plus touchés (+1,8 %).

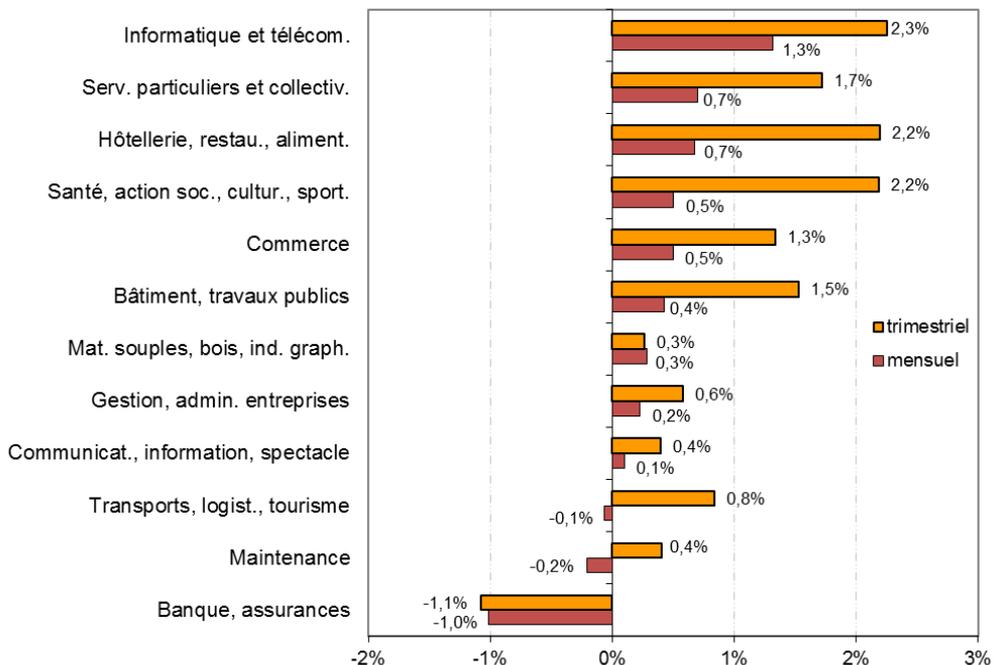
L'informatique et les télécommunications connaissent la plus forte hausse sur le mois de janvier (+1,3 %) mais également sur le trimestre (+2,3 %). L'hôtellerie et la restauration ainsi que les services aux particuliers et aux collectivités affichent également une hausse notable au mois de janvier (+0,7 %). Pour les métiers du bâtiment et travaux publics, la hausse se poursuit mais semble avoir ralenti depuis le mois dernier.

Les métiers de la banque et des assurances enregistrent la seule baisse notable du nombre de demandeurs d'emplois, qu'on s'intéresse au dernier mois (-1,0 %) ou au dernier trimestre (-1,1 %). Pour la gestion et administration des entreprises, on observe une très légère hausse, sur le mois (+0,2 %) comme sur le trimestre (+0,6 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2015

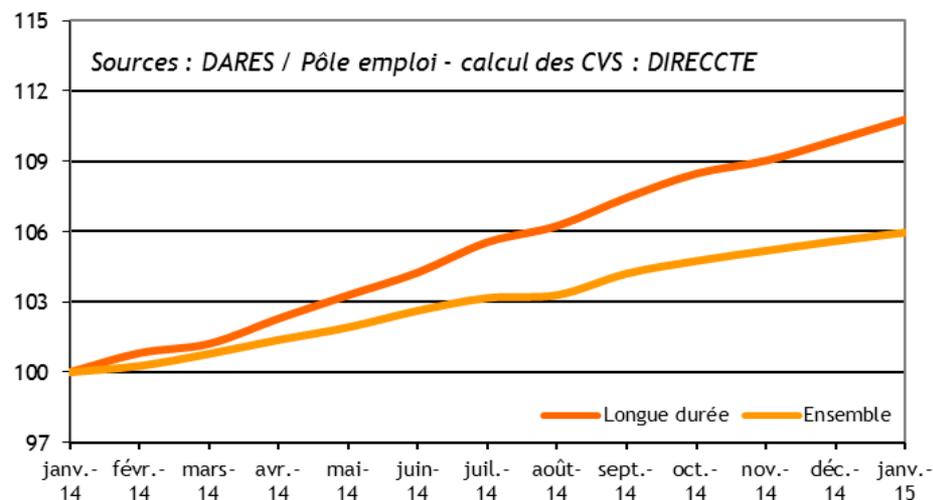
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En janvier 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,8 % en Île-de-France et de +10,8 % en un an. Le nombre de demandeurs inscrits depuis moins d'un an stagne en janvier et croît de +2,6 % en un an.

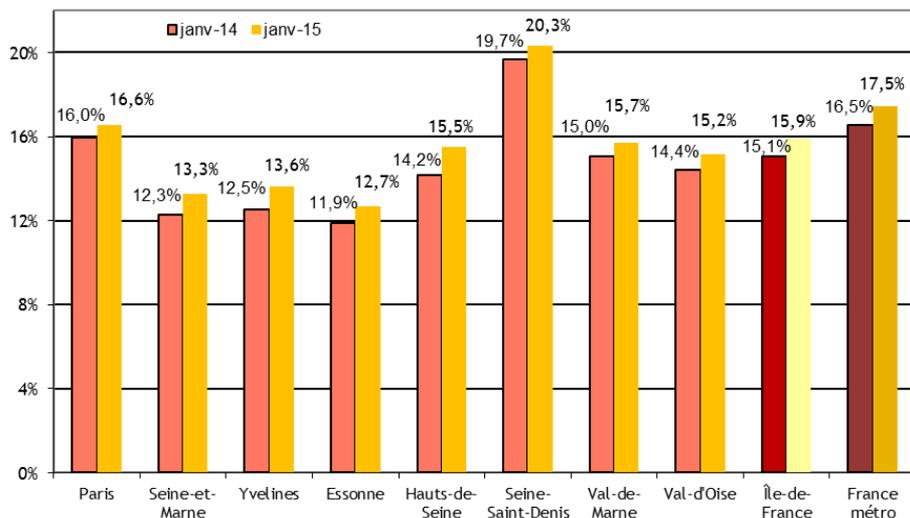
La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus s'élève à 43,1 %, contre 41,2 % un an auparavant.

15,9 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, contre 17,5 % en France métropolitaine. En un an, cette part a progressé de +0,8 point en Île-de-France et de +1,0 point au niveau national.

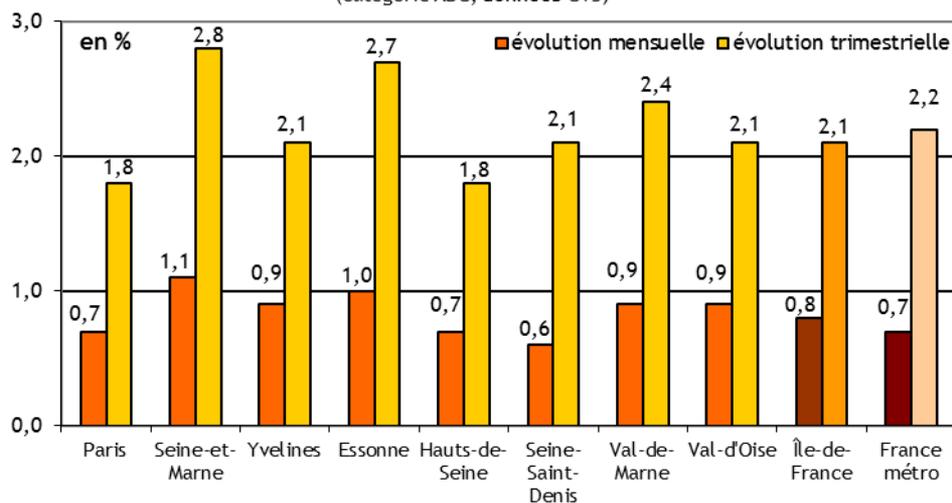
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 janvier 2014)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les entrées et les sorties à la fin du mois de janvier 2015

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

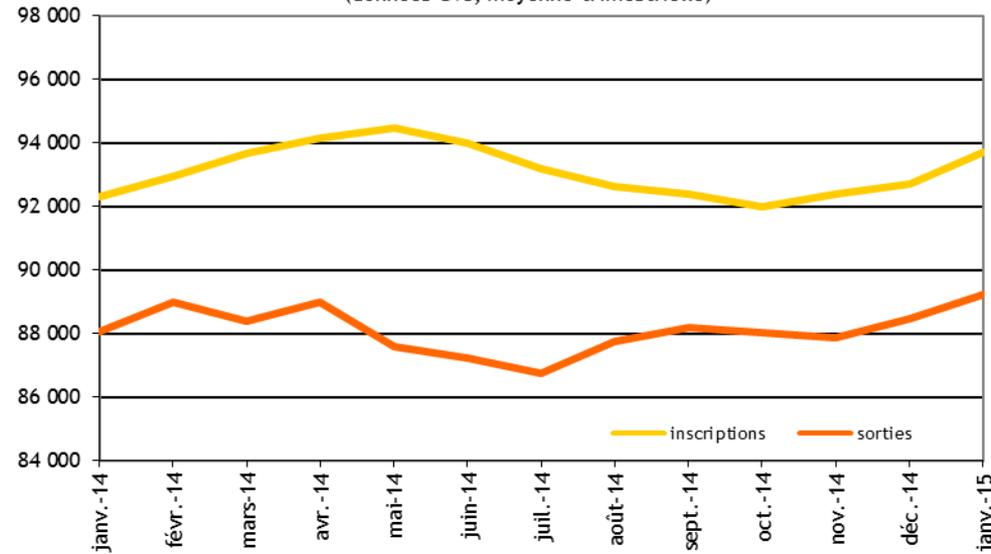
En janvier 2015, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi progresse légèrement par rapport au mois de décembre (données corrigées des variations saisonnières) tandis que le nombre de sorties se replie un peu.

En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées et le nombre de sorties connaissent une légère augmentation.

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'entrées augmente pour les motifs de première entrée et de reprise d'activité. Il diminue pour le motif de licenciement économique et reste relativement stable pour le reste des motifs.

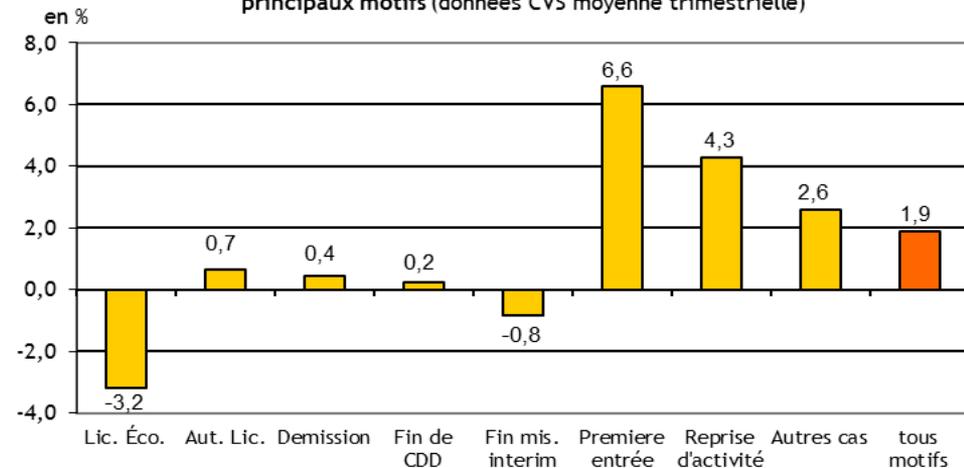
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 47 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les radiations administratives (9 % des motifs) diminuent fortement, tandis que les entrées en stage (7 % des motifs) connaissent quant à elles une importante hausse.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 3ème trimestre 2014

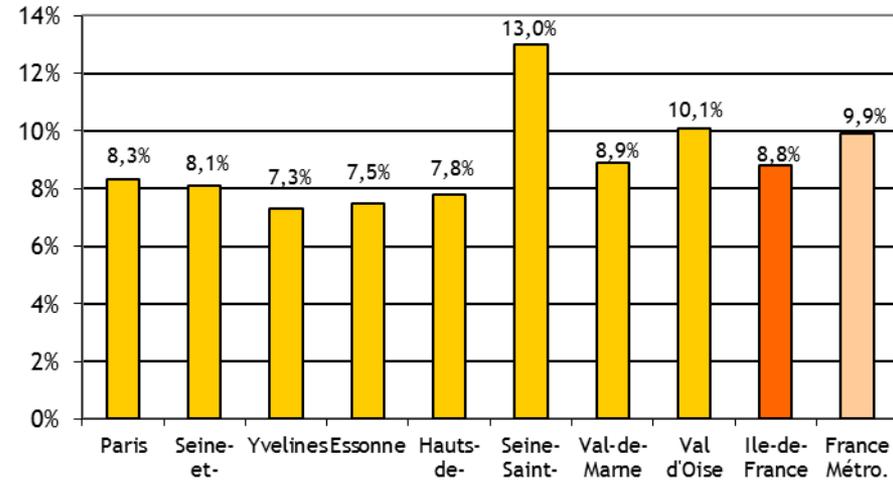
➤ *Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4ème trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétrolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.*

□ Au troisième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2014. En France métropolitaine, il augmente également de +0,2 point, pour atteindre 9,9 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point tandis qu'il demeure stable sur l'ensemble du territoire français. Le taux francilien reste néanmoins nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

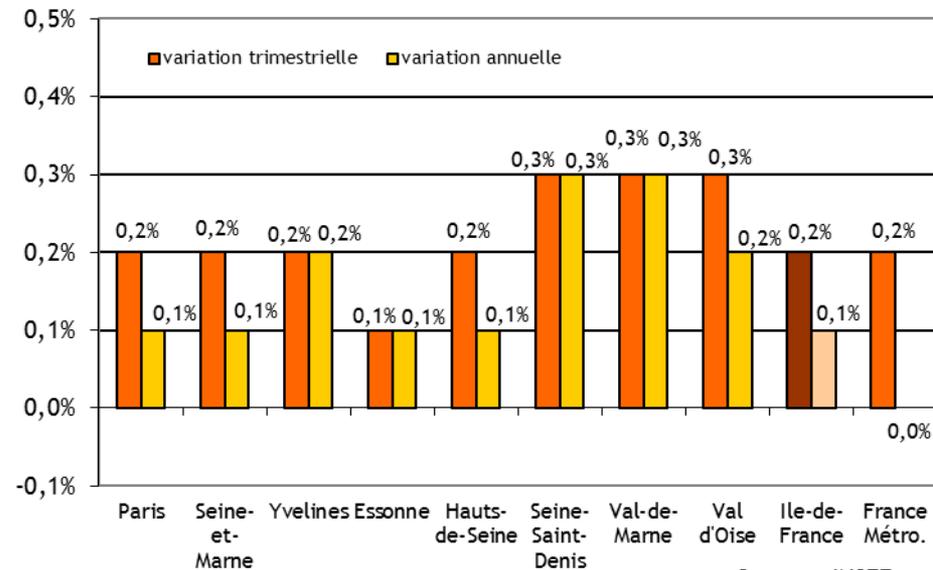
□ La Seine-Saint-Denis est toujours le département francilien où le taux de chômage est le plus fort, atteignant 13,0 % (+0,3 point par rapport au deuxième trimestre). Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 10,1 % (+0,3 point également). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2014



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2014



Source : INSEE

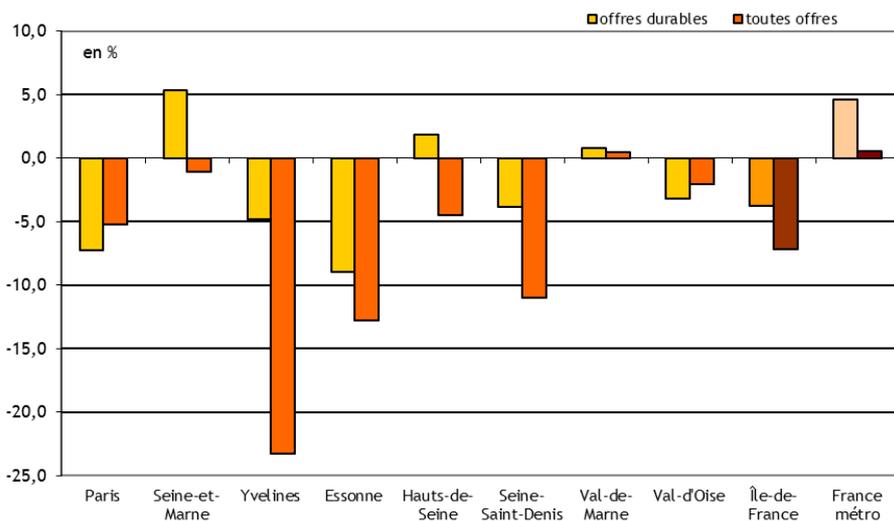
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin janvier 2015

En janvier 2015, 40 660 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 25 730 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres augmente légèrement par rapport au mois précédent.

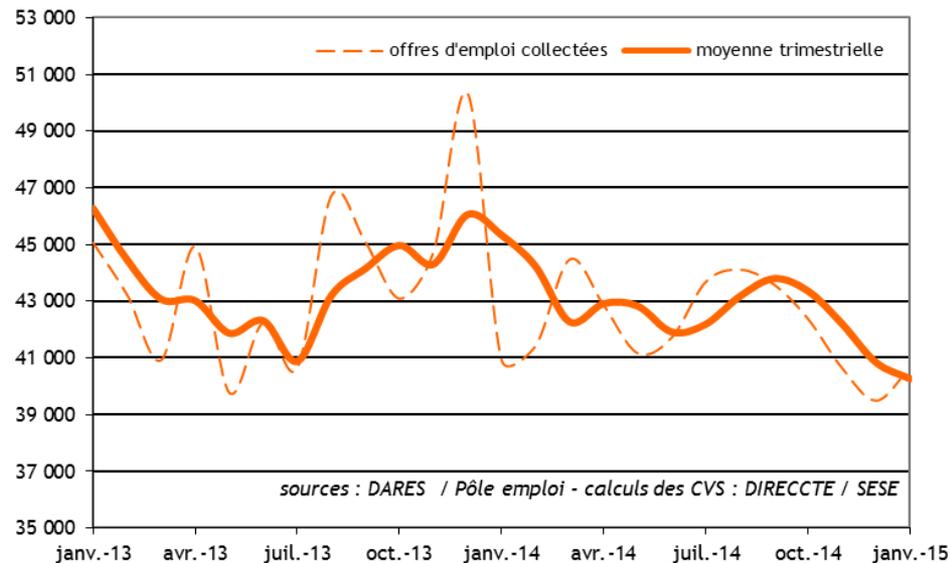
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue fortement, les offres non durables étant plus affectées par la baisse.

En France métropolitaine, le nombre d'offres d'emploi collectées reste stable. On observe une baisse du nombre d'offres d'emploi non durables compensée par l'augmentation des offres durables.

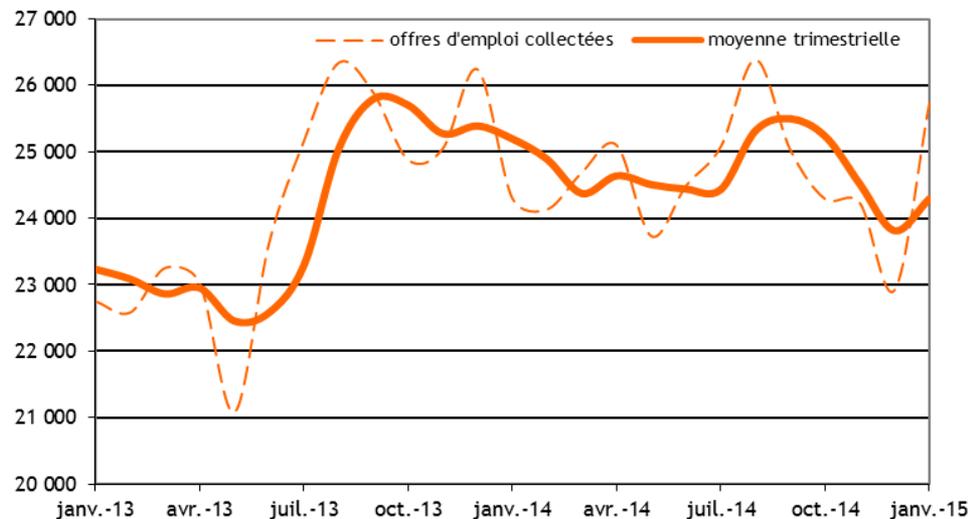
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2013 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2013 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

L'intérim à fin novembre 2014

En Île-de-France, 260 600 contrats d'intérim ont été signés en novembre 2014, soit une moyenne journalière de 83 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS). Il s'agit du plus bas niveau depuis plus de cinq ans.

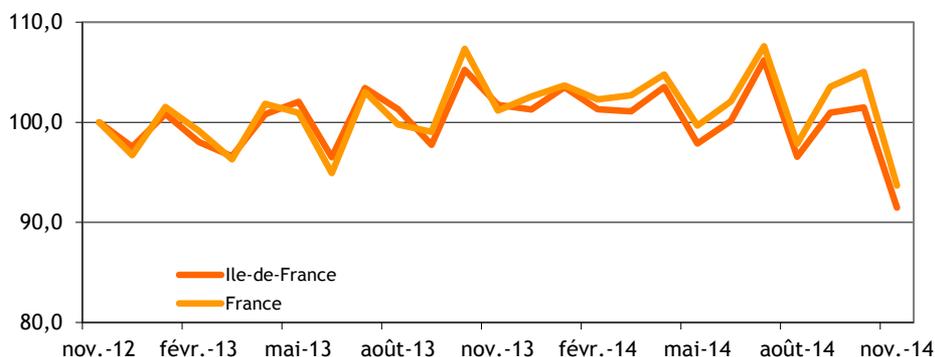
Le nombre de contrats signés s'est stabilisé, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a beaucoup diminué par rapport au mois précédent. En moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est en baisse de -3,0 % par rapport aux trois mois précédents.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en légère hausse (+0,4 %) ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la fabrication de matériels de transport (+3,6 %).

La baisse de l'intérim au niveau régional s'explique en grande partie par le fort recul dans la construction, le plus important depuis plus de cinq ans (-12,4 % sur les trois derniers mois, en données CVS).

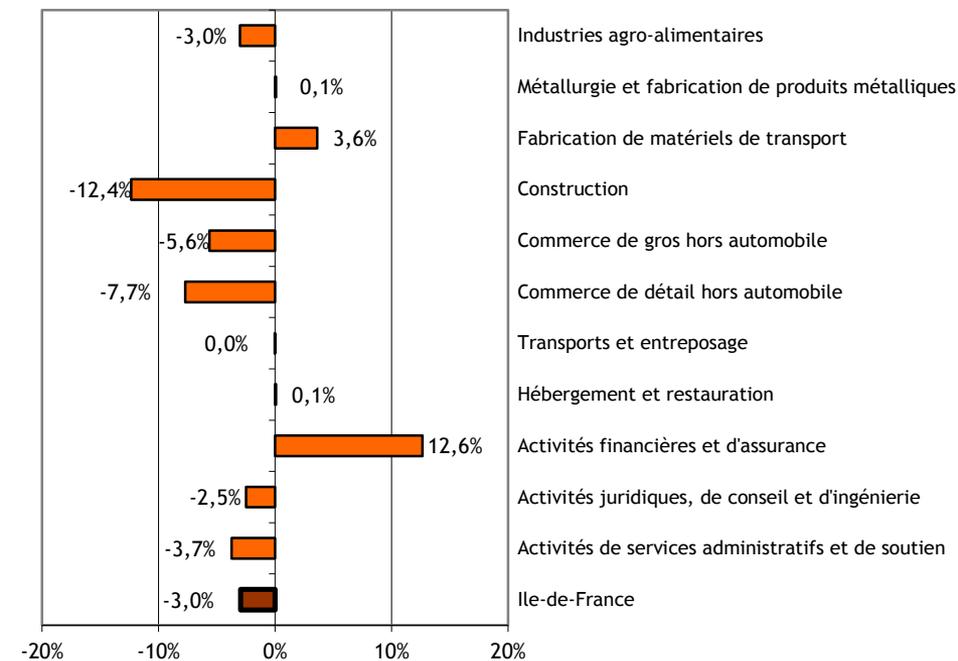
A l'exception des activités financières et d'assurance, les principaux secteurs du tertiaire sont touchés (-1,5 %), mais à des rythmes différents : des diminutions importantes sont observées dans le commerce de détail (-7,7 %) et le commerce de gros (-5,6 %), plus faibles pour les activités de services administratifs et les activités juridiques de conseil et d'ingénierie. Les autres secteurs principaux du tertiaire sont stables.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin novembre 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 3ème trimestre 2014

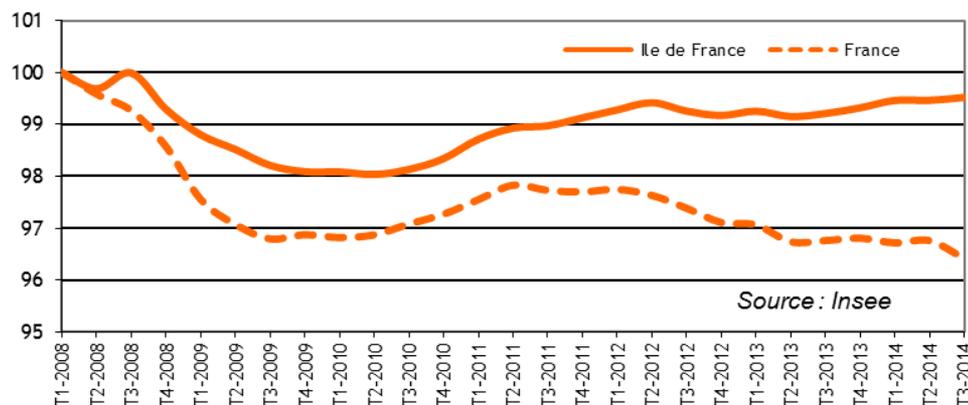
□ Au troisième trimestre 2014, l'emploi salarié marchand continue de très légèrement progresser (+2 400 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee, à l'image des précédents trimestres. En France métropolitaine, on assiste en revanche à un repli (-0,4 %, soit -55 200 emplois).

□ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,3 % en région francilienne, tandis qu'il recule de -0,4 % en France métropolitaine.

□ Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions assez différenciées par rapport au trimestre précédent. L'emploi salarié marchand augmente nettement en Seine-Saint-Denis (+0,8 %, +3 300 postes) et à Paris (+0,4 %, soit +4 800 postes). Les plus fortes baisses touchent la Seine-et-Marne (-0,6 %, soit -1 900 emplois) et le Val-d'Oise (-0,5 %, soit -1 600 postes).

□ En rythme annuel, on retrouve les plus fortes hausses en Seine-Saint-Denis (+1,6 %, +6 400 postes) et à Paris (+1,0 %, +13 100 emplois). Sur un an, le département qui perd le plus d'emplois reste les Yvelines (-1,7 %, -6 300 postes), après la destruction de près de 5 800 emplois lors du premier trimestre de l'année. Les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise connaissent également une baisse, mais qui reste modeste (-0,3 %).

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3ème trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 2ème trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 3ème trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 282 740	4 772	0,4	13 101	1,0
Seine-et-Marne	300 252	-1 934	-0,6	1 393	0,5
Yvelines	366 872	-291	-0,1	-6 260	-1,7
Essonne	299 192	-1 338	-0,4	997	0,3
Hauts-de-Seine	813 068	-1 129	-0,1	-2 077	-0,3
Seine-Saint-Denis	396 903	3 314	0,8	6 409	1,6
Val-de-Marne	357 061	-1 618	-0,5	75	0,0
Val-d'Oise	261 402	588	0,2	-864	-0,3
Ile-de-France	4 077 489	2 364	0,1	12 773	0,3
France métropolitaine	15 373 300	-55 200	-0,4	-55 300	-0,4

Source : Insee

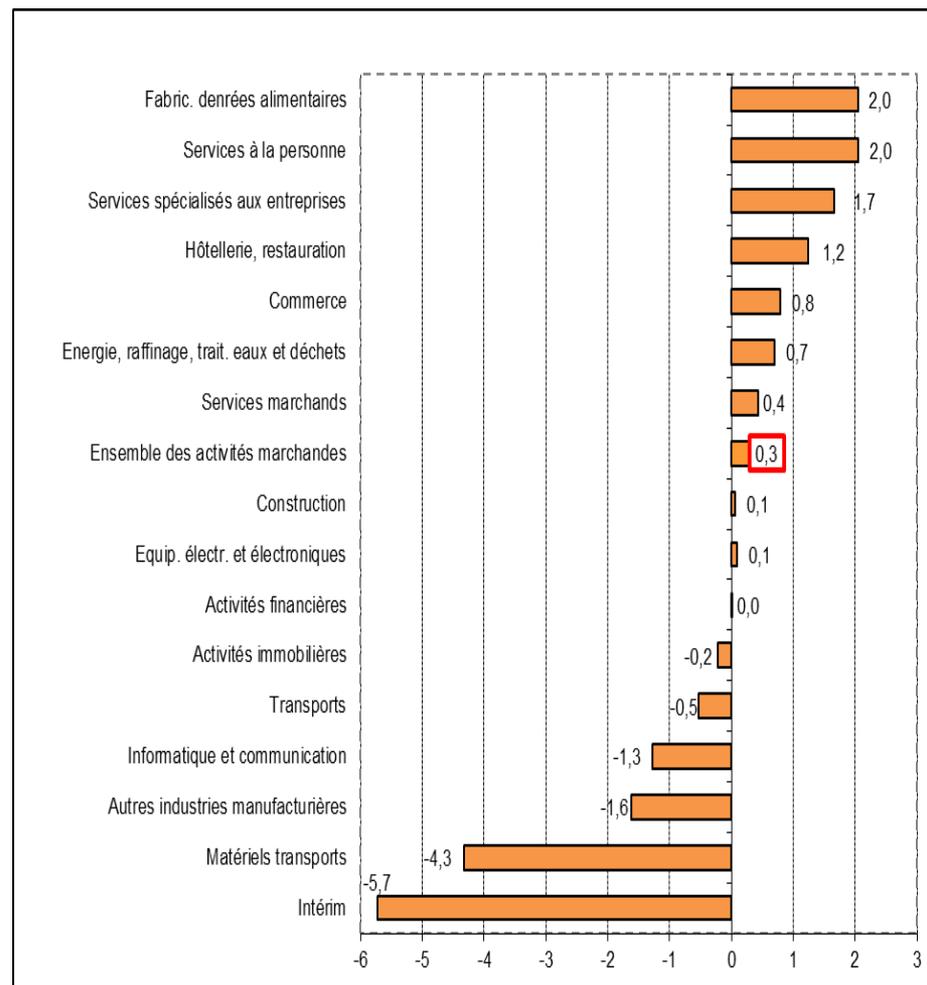
L'emploi salarié au 3ème trimestre 2014

□ Au troisième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie se maintient en Île-de-France (+0,1 %), après sept trimestres consécutifs de baisse. L'emploi reste également stable dans le commerce (0,0 %) et pour les services marchands (+0,1 %). Dans la construction, on constate en revanche un recul de l'emploi salarié marchand (-0,5 %).

□ Sur un an, le commerce enregistre une hausse de plus de 5 400 emplois (+0,8%) tandis que le nombre de salariés stagne dans la construction (+0,1 %, soit +200 postes). L'industrie connaît une baisse annuelle de l'emploi salarié marchand (-1,0 %, soit -4 500 emplois). En son sein, la plus forte baisse touche la fabrication de matériels de transports. Les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) sont aussi impactées par la baisse.

□ Les services marchands gagnent 11 600 emplois (+0,4 % sur un an). Les services à la personne enregistrent la plus forte hausse (+2,0 %) suivis par le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) à +1,7 %. Ces deux secteurs ont néanmoins peu évolué lors du troisième trimestre. A l'inverse, l'intérim baisse fortement, annuellement (-5,7 %) et sur le dernier trimestre (-3,5 %). L'emploi au sein de l'informatique, des médias et de la communication affiche une baisse sur un an (-1,3 %) mais progresse sur le trimestre (+0,4 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le 3^{ème} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en janvier 2015

Depuis le 1er octobre, le service de l'activité partielle est dématérialisé. Pendant la période transitoire de mise en place de ce nouveau système, les données statistiques restent provisoires et susceptibles d'être modifiées.

En janvier dernier, 238 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre baisse légèrement par rapport à décembre 2014.

Elles correspondent à 1 035 263 heures de travail autorisées à être chômées. Un volume en baisse de 37 % par rapport au mois de décembre mais qui reste très élevé par rapport à la moyenne de 2014.

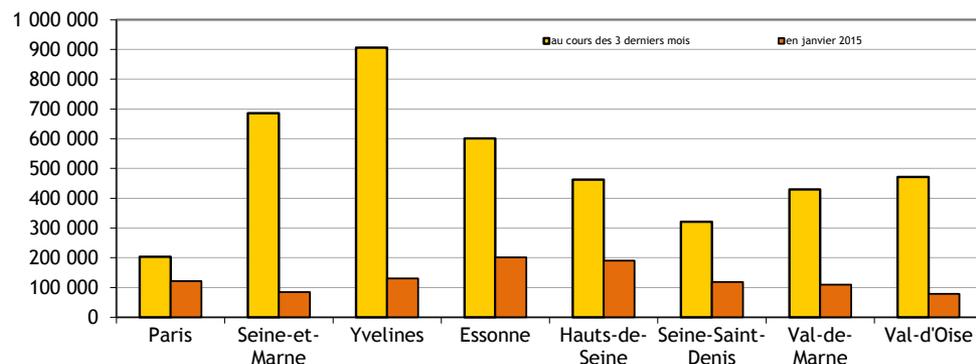
En janvier 2015, une seule autorisation portait sur plus de 100 000 heures d'activité partielle accordée à un établissement de travaux de construction spécialisés en Seine-Saint-Denis.

59 % des heures autorisées au cours du mois l'ont été au bénéfice d'établissements du secteur de la construction.

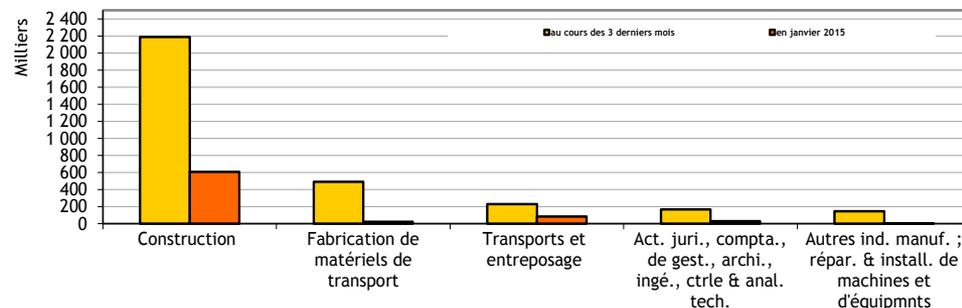
Le secteur des transports regroupe 8 % des heures autorisées ce mois (6 % au cours des trois derniers mois).

Les départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine concentrent 38 % des heures d'activité partielle autorisées ce mois-ci dans la région (26 % au cours des trois derniers mois).

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en janvier	238	59	28	28	37	22	16	13	35
cumul 2015	238	59	28	28	37	22	16	13	35
Heures associées en janvier	1 035 263	1 217 361	84 916	130 491	2 016 663	1 902 200	1 182 231	1 098 844	78 182
cumul 2015	1 035 263	1 217 361	84 916	130 491	2 016 663	1 902 200	1 182 231	1 098 844	78 182

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les procédures de licenciement collectif en janvier 2015

En janvier, 53 procédures concernant 2 396 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte.

Parmi ces emplois, 501 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

Le nombre d'emplois menacés est nettement supérieur aux chiffres constatés sur le dernier semestre. Il se rapproche des moyennes obtenues lors des pires années de la crise.

Le département qui concentre le plus de menaces en proportion de son emploi local est les Hauts-de-Seine.

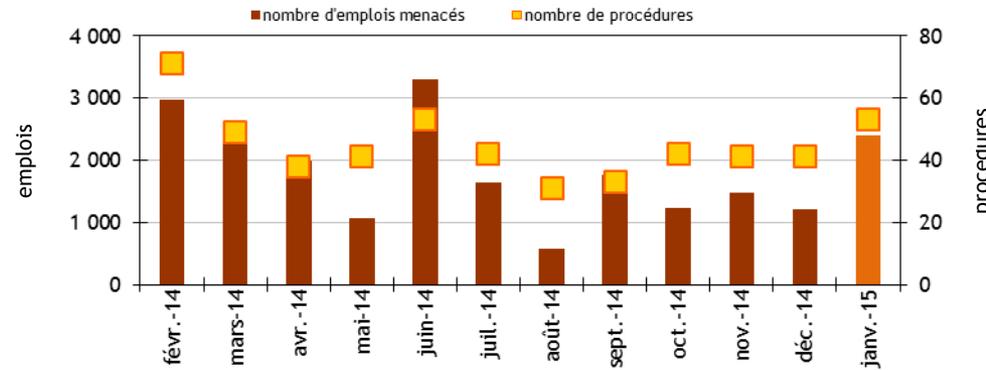
Les autres départements connaissent tous des proportions d'emplois potentiellement perdus relativement proches, à l'exception du Val-de-Marne, plus épargné.

Le secteur le plus touché est celui des activités récréatives qui subit une liquidation judiciaire à Paris entraînant la suppression de 180 postes.

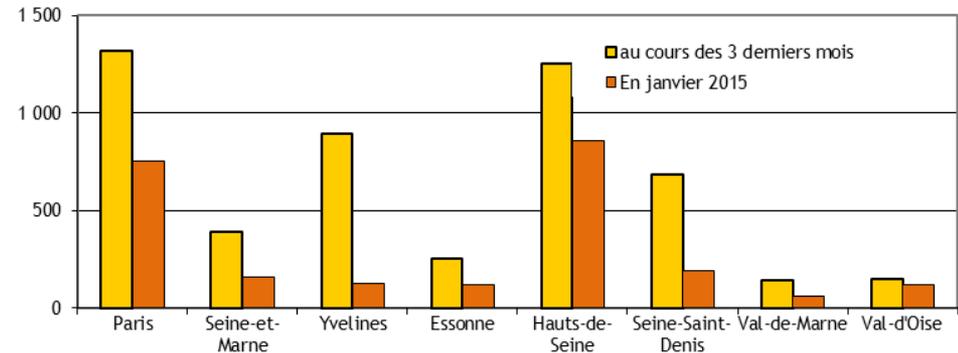
Le nombre d'emplois menacés est important dans le secteur des activités financières et d'assurances (424 emplois).

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en janvier	53	14	9	3	4	10	5	4	4
cumul 2015	53	14	9	3	4	10	5	4	4
Salariés concernés	2 396	753	157	130	122	859	192	64	119
cumul 2015	2 396	753	157	130	122	859	192	64	119

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

